



COMMUNIQUE

Contre-réforme et grève à la SNCF

A quand un débat pluraliste dans les médias ?

La grève des cheminots est entrée dans son 8^e jour. Nous assistons quotidiennement à un matraquage médiatique des éditorialistes et des commentateurs contre la lutte des salariés de la SNCF. « Prises d'otages », « galère des usagers », « grogne syndicale », les chiens de garde se lâchent et tournent le dos à leur mission première : celle d'informer l'opinion publique pour que les citoyens se forment par eux-mêmes une idée sur les grandes questions en débat, notamment en matière sociale.

Ce traitement scandaleux va même jusqu'à intimider l'ordre aux grévistes de cesser immédiatement leur mouvement : du *Parisien* (« Ça suffit ! ») au *Monde* (« SNCF : il faut savoir arrêter une grève ») en passant par *le Figaro* (ces cheminots, des privilégiés nuisibles qui bloquent la France « pour un oui ou pour un non », pour des motifs « inacceptables »), *l'Express* (« le recours à la grève n'est pas une bonne formule », cela fait des cheminots des « preneurs d'otage » et incite « à certaines violences »), *le Point* (une France « toujours à cran, éruptive, plombée par les boulets des corporatismes »), *LCI* (une grève qui relève d'une « surenchère » due à la « division syndicale »). Le message est toujours le même...

Ce lynchage médiatique s'accompagne d'une reprise permanente des éléments de langage du secrétaire d'Etat aux Transports Frédéric Cuvillier ou de la direction de la SNCF. Les propositions du gouvernement ne viseraient qu'à sauvegarder l'avenir des cheminots « sans toucher au statut » ! Mais dans le même temps on reconnaît en haut lieu que « la concurrence est inéluctable » et qu'un retour à une SNCF unique « n'est pas possible ». Les sphères dirigeantes ne donnant prudemment aucune garantie contre une privatisation prochaine de la SNCF.

Les médias s'abstiennent ainsi de donner les raisons de fond de l'opposition des syndicats et des salariés au plan du gouvernement.

La CGT a depuis longtemps pris ses responsabilités en appelant à une vraie réforme de la SNCF, pour un grand service public au profit des usagers et non des projets obéissant aux lois de la « concurrence libre et non faussée ». Le secrétaire général de la CGT et le secrétaire général des cheminots CGT ont adressé une lettre ouverte au président de la République réaffirmant les propositions de notre confédération. Lettre restée sans réponse...

Le SNJ-CGT estime qu'un conflit motivé par un projet de loi de cette importance justifierait l'organisation de débats pluralistes dans l'ensemble des médias et notamment dans le service public de l'audiovisuel.

Montreuil, le 18 juin 2014
SNJ-CGT